

Nomenclature : 6.1.3

**ARRETE TEMPORAIRE :
PORTANT AUTORISATION DE STATIONNEMENT D'UN VEHICULE
DE DEMENAGEMENT ET REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION SUR LA RUE PLAN DE GRIGNAN POUR L'AGENCE
GRAND DELTA HABITAT EN VUE D'UN DEMENAGEMENT,
LE VENDREDI 27 FEVRIER 2026**

Vu le marché public du 1^{er} octobre 2025, relatif à la mise en fourrière des véhicules, enlèvement et gardiennage,



Ville de Bollène

ARRETE N° ARI_2026_112

Vu la demande par laquelle l'agence GRAND DELTA HABITAT (demeurant 3, rue Martin Luther King – 84000 AVIGNON) sollicite la réglementation de voirie nécessaire au déménagement,

Vu la situation des lieux,

Considérant que l'organisation d'un déménagement à l'aide d'un véhicule de déménagement au 17, rue Plan de Grignan, le vendredi 27 février 2026, nécessite que l'agence Grand Delta Habitat prenne les mesures indispensables dans le but de garantir la sécurité de tous pendant sa réalisation.

ARRÊTE

REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION :

ARTICLE 1 – Le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés sur la voie communale : rue Plan de Grignan dans les conditions définies ci-après.

AUTORISATION DE STATIONNER D'UN VEHICULE DE DEMENAGEMENT AU 17, RUE PLAN DE GRIGAN

ARTICLE 2 – La zone où s'effectuera le déménagement ne pourra pas être barrée à la circulation, qui sera réglementée de la façon suivante :

Le véhicule de déménagement devra stationner au plus proche du 17, rue Plan de Grignan selon le plan joint.

Cette réglementation sera applicable le vendredi 27 février 2026 de 9h30 à 17h00.

Prescription de signalisation :

– Mettre en place un panneau de signalisation de type KC1 « Route barrée à 100 m » sur la rue Plan de Grignan à son intersection avec la rue des Monges,

– Mettre en place un panneau de signalisation de type KC1 « Route barrée » jouté d'un panneau de type KD22a « Déviation » sur la rue Plan de Grignan à son intersection avec la rue Emile Zola,

– Mettre en place des cônes de chantier de part et d'autre du véhicule afin de délimiter et de sécuriser les piétons.

La mise en place de la signalisation temporaire est à la charge du pétitionnaire.



ARRETE N° ARI_2026_112

Observation :

Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures de protection et de signalisation nécessaires pour assurer la sécurité des usagers (piétons et automobilistes) durant toute son intervention.

Entretien de la voirie :

le pétitionnaire assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du déménagement et ses abords.

Signalisation :

L'implantation de la signalisation sera réalisée sur la base des indications de l'entreprise (Cerfa n° 14024*01) et du manuel de chantier.

Les matériels de signalisation temporaire seront tous de classe T2 conformément à la réglementation en vigueur.

La signalisation devra être maintenue pendant le déménagement et adaptée aux différentes phases du chantier. Elle sera déposée par le pétitionnaire dès qu'il n'en aura plus l'utilité. Au cas où certains panneaux de signalisation permanente devraient être masqués pour éviter toute confusion avec la signalisation temporaire, les matériaux utilisés pour le masquage seraient mis en place de manière à ne pas détériorer les panneaux existants.

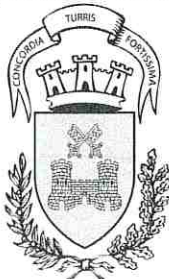
ARTICLE 3 – Le balisage et la protection lors du déménagement seront correctement réalisés et entièrement à la charge du pétitionnaire.

Un balisage de protection sera également mis en place, si nécessaire, afin d'assurer la sécurité des piétons et des automobilistes. Le déménagement sera conduit le plus rapidement possible.

ARTICLE 4 – Le pétitionnaire est chargé du règlement de la circulation au droit de son déménagement, conformément à la réglementation en vigueur. Il demeurera responsable des accidents qui pourraient résulter de l'encombrement ou de l'état de la chaussée.

ARTICLE 5 – Pour tous déménagements risquant de perturber même momentanément la circulation sur la chaussée (réduction de largeur notamment), le pétitionnaire devra préalablement et obligatoirement prévenir les Services de Secours. La responsabilité du pétitionnaire sera engagée en cas d'incident provoqué par le non-respect de cet article.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté doit être affiché sur le lieu d'application.



Ville de Bollène

ARRETE N° ARI_2026_112

ARTICLE 7 – L'autorisation est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des dispositions susmentionnées, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le pétitionnaire devrait alors, sur notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 8 – Cet arrêté devra être présenté à toute réquisition des services de police.

ARTICLE 9 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09 – dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 11 – Madame la Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques, le Chef de Service de la Police Municipale et le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bollène, le 26 FEV 2026

Anthony ZILIO

Maire de Bollène

Reçu en Préfecture le :

Affiché le : mis en ligne le 27/02/2026

Notifié le :

Exécutoire le :

